

redécouverte de la doctrine Monroe. La finalité apparaît cette fois davantage politique qu'économique ou géostratégique. Incidence secondaire de cette politique inconséquente, Trump et son équipe viennent de se faire souffler dans les bronches par la plupart des grands patrons de la Tech et ce n'est pas un hasard si les plus virulents se sont avérés être les *outsiders* d'OpenAI, Anthropic, LinkedIn, Reddit ; les dominants (Amazon, Facebook, Google, Méta) gardant le silence (source, *Les Échos*, le 29 janvier 2026).

6) Les deux logiques signalées, celle de la gouvernance mondiale au niveau du capitalisme du sommet et celle du « grand espace », s'opposent-elles vraiment dans la mesure où la première donne l'impression d'un « achèvement du temps historique¹⁰ » dans lequel la guerre n'est plus une déchirure politique de l'histoire, mais perdure encore de façon résiduelle comme une opportunité pour des ambitions nationales d'un autre temps, alors que la seconde tente de ressusciter celle de « grande histoire », à travers la guerre impériale pour la création d'un nouveau grand espace (Poutine) qui ressemble à une resucée ? Posée comme cela, la question est déjà pleine d'incertitude¹¹ et suppose que tout se joue finalement à un niveau géopolitique sans que des affrontements de type guerre civile plus que guerre de classes d'ailleurs, si l'on regarde ce qui se passe aux États-Unis et en Iran, ne viennent troubler encore davantage le grand désordre actuel.

L'indétermination semble plus prégnante que le parachèvement inéluctable d'une tendance et en conséquence, la critique doit se faire modeste.

Temps critiques, le 7 février 2026

10 – Cf. J. Wajnsztein, *L'achèvement du temps historique*, L'Harmattan, 2025.
11 – *Quid* de ce « machin » qu'est l'ONU quand Biden a proposé un « sommet des démocraties » qui a fait long feu et Trump un Conseil de la paix qui compte ses membres ? Le récent accord (janvier 2026) entre l'UE et l'Inde écorne aussi la théorie des grands espaces.

INTERVENTIONS

#32 – février 2026

CRISE DE L'ÉTAT- NATION ET POLITIQUE DES « ZONES D'INFLUENCE »

Temps critiques

Temps critiques

site: <https://www.tempscritiques.net/>

blog: <https://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*

11, rue Chavanne

69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant vos nom, prénom et
adresse complète.

Pour 1 numéro : 10 euros (port compris)

Pour 2 numéros :

– abonnement simple : 15 € (port compris)

– abonnement de soutien : à partir de 35 €

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

5) Compte tenu de cela, comment interpréter politiquement la méthode de répression contre les immigrés et la méthode employée contre tous les manifestants et opposants à Minneapolis ? Parler comme le font certains d'une volonté de Trump de provoquer des troubles afin de reprendre la main, paraît très hasardeux⁹. La ligne de Trump est certes celle qui ne conçoit la confrontation que sous la forme ami/en-nemi, ce en quoi il rompt avec le schéma démocratique traditionnel que les États-Unis ont connu, sauf au moment du maccarthysme et de la guerre froide. Mais, avec la chasse indistincte à l'immigré sans papiers, il tend à brouiller les frontières (sans jeu de mots), puisque les États-Unis sont historiquement une terre d'immigration et que les immigrés ont tous fini par être acceptés dans ce pays comme des Américains, même si ce fut parfois de mauvaise grâce ou à retardement (y compris pour les Suédois, très nombreux dans le Minnesota). Trump et son équipe ont donc du mal à faire passer les vagues actuelles de migrants comme étant liées au terrorisme international (on n'est plus en 2001). Les Latino-Américains ne sont pas des djihadistes, tout juste des membres de gangs, vient-on de nous apprendre de source gouvernementale. Selon certains analystes, l'hystérie anti-immigrés a surtout une valeur politique : après la disparition relative des ennemis antérieurs tous dirigés de l'extérieur (djihadistes et auparavant communistes), la droite américaine, très divisée, ne sait plus à quel saint se vouer, et l'immigration, surtout latino-américaine, lui donne un thème unificateur en liant immigration et délinquance. Il présente notamment l'avantage de relier politique intérieure et politique extérieure, avec la

9 – Pour Schmitt, c'est le monopole de la décision politique du souverain, de l'État souverain, qui détermine l'action politique et lui donne sa puissance. Un décisionnisme qui est certes présent dans les « coups » (et les contre-coups) de Trump, mais qui se réalise de manière plutôt chaotique et brouillon comme l'indiquent la prise de position de proches comme Steve Bannon, ex-conseiller de Trump qui en appelle à appliquer la loi sur les insurrections pour pouvoir envoyer l'armée à Minneapolis, ainsi que la mise sur la touche momentanée de Stephen Miller, autre partisan de cette ligne au sein du cabinet.

Un décisionnisme contrarié, pourrait-on dire...

ultragauche, la notion de « reproduction rétrécie », que nous avons pu développer dans certains de nos écrits⁸, tend à rendre compte de ce nouveau régime de croissance et du rééquilibrage qui s'est produit au niveau mondial entre les différents pôles de développement, particulièrement avec l'essor de l'Asie. Elle semble plus pertinente que celle de « capitalisme de la finitude » qui, comme nous le critiquons dans le texte à propos de l'extractivisme, ne pose la question du capital que sous l'angle de la rareté et donc là aussi d'un point de vue physiocratique, naturaliste et réductionniste.

4) Celle de la qualification de la politique de Trump. Est-elle le signe d'une force ou celui d'une faiblesse ? La vision d'un Trump fasciste correspond à la première option et notre position, sur ce qu'on a produit pour le moment, va plutôt vers la seconde. Pourtant, il avait de quoi s'assurer au moins le soutien de sa base populaire même si sa clientèle est plus composite, mais par un mélange d'incompétence, de dispersion chaotique et de sous-estimation des difficultés économiques (inflation, hausse vertigineuse des primes d'assurance de santé) qu'il infligeait par ricochet à cette même base, Trump a réussi la prouesse de dresser une partie de ses électeurs contre lui. De ce fait, beaucoup de ce qu'il entreprend ou dit, peut-être même le coup du Groenland, ne sert de ce fait et en dernier ressort, qu'à détourner l'attention, à adopter, implicitement ou explicitement, ce que la classe politique dirigeante italienne des années 1970 appelait la « stratégie de l'attention » (Aldo Moro), qui resta peu comprise, car recouverte par une autre stratégie encore plus voyante, la « stratégie de la tension ». Sauf qu'avec les deux exécutions à Minneapolis, ces coups de force lui explosent à la figure et le contraignent aux reculades. Il faut donc s'attendre à une suite de coups de force désordonnés, de « *stop and go* », marqueurs de cette faiblesse.

8 – Jacques Wajnsztein, « Capitalisation et reproduction rétrécie », *Temps critiques*, n° 19, automne 2018, disponible sur notre site. Elle se distingue de la notion marxiste de reproduction élargie dans la mesure où c'est maintenant la capitalisation qui prime sur l'accumulation, le capital qui domine la valeur.

GRAND ESPACE, ESPACE VITAL ET ZONE D'INFLUENCE

La théorie des zones d'influence de l'administration Trump reprend la notion de « grand espace » (*Grossraum*) de Carl Schmitt¹ qui, lui-même, était un admirateur de la doctrine Monroe (1823). Souvent formulée lapidairement sous la forme « l'Amérique aux Américains », celle-ci constituait un avertissement aux Européens à qui elle défendait toute intervention dans les affaires américaines. Par « américaines », le président Monroe entendait l'ensemble du continent américain de l'Alaska à la Terre de Feu, comprenant ainsi l'Amérique du Sud partiellement décolonisée à l'époque. Accessoirement, cette doctrine permettait d'accentuer la rupture avec la conception de la puissance développée par leur ancien pays colonisateur, l'Angleterre. En échange, les États-Unis devaient s'abstenir d'intervenir dans les affaires des pays européens².

1 – Le titre complet de l'essai de Schmitt est : *Le droit des peuples réglé selon le grand espace proscrivant l'intervention de puissances extérieures – une contribution au concept d'empire en droit international (1939-1942)*, Paris, Krisis, 2011).

2 – Il y a une certaine confusion, des deux côtés de l'Atlantique, entre cette doctrine et la vague notion antérieure de « Destinée manifeste », qui concernait surtout l'expansion vers l'Ouest, comportant entre autres l'annexion du Texas puis la guerre avec le Mexique. Mais la doctrine Monroe était au départ plutôt d'esprit anticolonialiste et, de toute façon, les États-Unis n'avaient pas les moyens d'imposer grand-chose à leurs voisins avant la fin du XIX^e siècle. Or c'est aujourd'hui au nom de cette doctrine, et pas de la « Destinée manifeste », que Trump et ses acolytes revendiquent leurs visées continentales. Sauf qu'ils n'arrivent pas à trancher entre puissance hémisphérique (Venezuela, Canada, Groenland) et empire planétaire (bombardements au Yémen, en Iran, en Somalie, en Syrie, au Nigéria). Ce qui a changé, non seulement en raison d'une érosion progressive de la prééminence américaine, mais aussi sous l'effet des transformations de la technologie militaire, c'est que les États-Unis n'imaginent plus désormais de mener, et encore moins de gagner, des guerres de grande envergure. D'où leur préférence pour des opérations coup de poing qui détruisent beaucoup, mais qui sont aux antipodes de la reconstruction du Japon et de l'Allemagne, modèle historique de l'intervention américaine à l'étranger.

Un des objectifs d'Adolf Hitler, déjà mentionné dans *Mein Kampf*, était de donner au Reich un « espace vital », un *Lebensraum*. À la différence des anciens Germains, qui aux IV^e et V^e siècles avaient cherché à étendre leur espace vital vers le sud et l'ouest de l'Europe, Hitler se tournait vers l'Est pour trouver de nouveaux espaces, car c'est à l'Est que le peuple allemand trouverait les terres et les ressources nécessaires à son plein développement. L'ouvrage précité de Schmitt lui fournit sa justification théorique et politique. Concernant Monroe, voilà ce que déclare Schmitt (*op. cit.*): « C'est là (la doctrine Monroe), dans l'histoire récente du droit international, le premier exemple, et le plus réussi à ce jour, d'un principe du grand espace en droit international ». Son application au Reich allemand se fonde sur un destin national : « Lorsqu'un grand peuple fixe de sa propre autorité la manière de parler et même de penser des autres peuples, le vocabulaire, la terminologie et les concepts, c'est là un signe de puissance irrésistible ».

L'équivalence politique qui tend souvent à être faite entre le *Grossraum* de Schmitt et le *Lebensraum* d'Hitler n'est pas conceptuellement et factuellement exacte. C'est une extrapolation politique, une assimilation ex post, dans l'après-coup de l'histoire. Mais il y a une proximité chronologique qui peut conduire à des usages politiques et des réinterprétations allant dans le sens d'une assimilation des deux concepts (expansionnismes, interventionnismes, appropriationnismes, hégémonismes, etc.).

Le concept de *Grossraum* chez Schmitt est d'ordre juridique et géopolitique. Il désigne des « grands espaces » régionaux ou continentaux (ou maritimes) organisés par une puissance dominante, un État souverain (avec ou sans régime d'exception), un empire, qui institue un ordre juridique propre selon sa « sphère d'influence » et ses « prises de terres » (*Landnahme*) ; ces politiques se réalisent selon le modèle du Droit des gens européens et tirent leur légitimité d'une souveraineté spatialisée.

La notion de *Lebensraum* chez les nazis est d'ordre idéologique et biologique. Elle désigne un « espace vital » nécessaire à un peuple pour vivre et se reproduire. Elle tire sa légitimité d'arguments démographiques, raciaux et impériaux. Elle vise à justifier des expansions terri-

tique principale du capital, le temps de l'accumulation étant un temps long et il en allait de même de la vitesse d'une circulation dont on ne parlait pas encore en termes de flux.

Il en est autrement aujourd'hui. La « démocratisation du capital », due d'abord à sa financiarisation, puis à sa technologisation et sa virtualisation, conduit à une destruction créatrice accélérée et à l'épuisement rapide des rentes de situation. L'échec de la dernière stratégie Apple nous en fournit un exemple récent. N'oublions pas non plus que la plus vieille des « 7 magnifiques », Microsoft, a 50 ans et Meta seulement 20 ans ; que Google semble mener l'IA, mais qu'OpenAI et Anthropic pointent déjà le nez. Au niveau micro-économique, c'est moins visible mais tout aussi patent et actif, avec par exemple des PME américaines qui jouent à fond la carte de l'automatisation des tâches les plus rebutantes ou difficiles⁶, ce qui s'avère un remède relatif à la concurrence chinoise et aux délocalisations sans avoir besoin pour cela de menacer l'« ennemi », tout en fidélisant la main-d'œuvre restante.

NON ENCORE si l'ancienne complémentarité de la mondialisation première mouture devient distorsion des échanges quand les différentes puissances ne veulent plus jouer un jeu (« à somme nulle », disent Trump et les néo-décadentistes), que seule l'Union européenne (UE) défend encore sur le mode libéral⁷. En effet, les grandes puissances interviennent, quelle que soit leur idéologie officielle, par l'action de l'État, soit par le biais de leurs « fonds souverains » comme la Chine et la puissance particulière que représentent les pays du Golfe, soit par les moyens indirects que sont les subventions (Biden), soit encore par entrée au capital de l'entreprise avec 10 % au sein d'entreprises jugées stratégiques (Intel et ses semi-conducteurs), comme le font les États-Unis de Trump, qui ne représentent pourtant pas un modèle de capitalisme d'État.

Sans adopter cette thèse de la décadence du capitalisme telle qu'elle a pu être avancée par les marxistes des années 1930 et certains groupes

6 – Éviter les tâches aux 3 D : Dangerous, Dirty, Dull.

7 – Et même au sein de l'Europe, des voix se font discordantes avec la volonté allemande de garder ses fleurons industriels traditionnels.

La politique de Trump et de ses conseillers n'est d'ailleurs pas univoque ; en effet, si d'un côté, il y a de leur part une volonté de réaméricaniser des entreprises de la *Big Tech* qui se voulaient pourtant des acteurs globaux, de l'autre côté, ils se sont attelés à construire une union internationale autour de l'IA. La *Pax Silica* signée le 12 décembre 2025 est une alliance internationale destinée à sécuriser l'ensemble de la chaîne de valeur de l'économie de l'intelligence artificielle. Une architecture industrielle pour faire face aux chocs futurs. La domination énergétique ne se limite plus à l'extraction d'hydrocarbures, mais consiste également à convertir l'énergie et les matières premières en puissance de calcul. L'accord comprenait initialement les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Australie, Israël et Singapour. Il vise à sécuriser tous les maillons de la chaîne, de l'amont que constitue l'extraction minière à la fabrication de pointe jusqu'à la logistique des centres de données en aval. Ce que l'on appelait auparavant, au niveau industriel, un processus de concentration verticale. L'adhésion récente des Émirats arabes unis et du Qatar renforce la dynamique de ce partenariat. *Pax Silica* répartit les risques, renforce les capacités, distribue les rôles entre les pays selon leurs avantages comparatifs définis par une politique libérale classique. Elle constitue une tentative de réponse aux stratégies industrielles intégrées qui ont permis à la Chine de devenir la puissance qu'elle est.

Arnaud Orain, dans ses analyses du *Capitalisme de la finitude*, est lui aussi conscient de la nécessité de réintroduire l'importance de l'entreprise dans son analyse globale pourtant plutôt géostratégique dans son ensemble, avec l'importance qu'il accorde à la maîtrise des mers, des ports, aux transports maritimes et à la marine de guerre. Mais il le fait un peu comme une concession, tant et si bien qu'il ne voit cette importance de l'entreprise que sous la forme des « Compagnies-États », qui semble être sa conception de la totalisation capitaliste. Peut-être veut-il signifier par là la prise d'importance d'entités hybrides mi-publiques, mi-privées, mais alors pourquoi ne pas aborder la réorganisation actuelle du capital en termes de réseaux ? Cela ne semble pas être ce qui le motive puisque dans son argumentation, il cite l'ancienne Compagnie des Indes, sa puissance et sa longévité à une époque où, c'est le moins qu'on puisse dire, l'accélération n'était pas la caractéris-

toriales, des annexions qui peuvent conduire à l'exclusion ou l'élimination de populations jugées inférieures ou dégénérées.

Par opposition à la position anti-impérialiste, souvent d'origine latino-américaine, qui voit dans la doctrine Monroe l'exercice de l'impérialisme américain, Schmitt y voit la fin de l'ordre colonial que les puissances européennes faisaient peser sur le continent américain. Le « grand espace » se présente comme l'opérateur du dépassement de la situation figée, léguée par le droit international du XIX^e siècle, selon lequel l'équilibre entre les États ou les États-nations constitue le fondement de tout ordre international et la garantie première de l'effectivité du droit des gens. L'introduction de la notion de « grand espace » dans l'horizon du droit international est ce qui va permettre, dit Schmitt, de prendre en compte des dynamiques effectivement à l'œuvre dans le présent, tout particulièrement celle où l'on voit « un grand peuple » (le peuple allemand) affirmer sa vocation à prendre l'ascendant sur d'autres peuples, manifester sa puissance et se destiner ainsi à faire valoir son droit à s'établir dans un « grand espace cret³ ».

Schmitt va toutefois constater un détournement de ce qui serait à l'origine de la doctrine Monroe par les politiques américaines des décennies suivantes, d'abord avec le « corollaire Roosevelt » de 1903, qui justifie la défense des intérêts états-unis en Amérique du Sud et aux Caraïbes, puis avec une politique impériale au XX^e siècle. En effet, pour Carl Schmitt, les États-Unis ont progressivement dissous une idée ordinatrice concrète, spatialement déterminée, dans des idées universalistes planétaires. De ce fait, la puissance états-unienne s'autorise à s'immiscer en toutes choses sous des prétextes humanitaires, à associer indissolublement « idéaux », « valeurs » et pan-interventionnisme. « Les notions générales universalistes applicables à la planète entière sont en droit international les armes typiques de l'interventionnisme » (*op. cit.*).

3 – Alain Brossat, « Grand espace et guerre froide », *Acta.zone*, 29 septembre 2020, <https://acta.zone/alain-brossat-grand-espace-et-guerre-froide/>.

Ce qui fait une certaine actualité de Schmitt, c'est que sa théorie repose sur la notion d'empire qui serait le cadre approprié pour que la notion de grand espace prenne sa pleine réalité. « Sont "empires" les puissances dirigeantes porteuses d'une idée politique rayonnant dans un grand espace déterminé d'où elles excluent par principe les interventions de puissances étrangères. [...] Il est certain que tout empire *possède* un grand espace où rayonne son idée politique, et qui doit être préservé de l'intervention étrangère » (*op. cit.*). Or, si à l'époque où Schmitt écrit cette thèse (1939), elle semble démentie par la figure dominante de l'État-nation, y compris sous la forme ambiguë de la doctrine Monroe, la situation actuelle lui offre un terrain à nouveau favorable parce qu'elle est celle de la crise des États-nations.

Ce discours critique de l'universalisme est en partie repris par Alexandre Douguine, un conseiller occulte de Poutine, avec l'idée d'une stabilisation du monde en dehors du discours universaliste. Ce qui peut paraître étonnant, c'est que les États-Unis de Trump se rallient à cela, alors que jusque-là et même dans leurs phases plus ou moins isolationnistes, ils avaient le plus souvent porté une dimension universaliste, soit par le biais plus ou moins intéressé et donc sélectif, de la défense des droits de l'homme, soit par la promotion de *l'American way of life* et, *in fine*, le *soft power* y afférent. Cet aspect à la fois politique, idéologique et culturel épousait le mouvement économique d'extension du capital et sa globalisation à un niveau mondial. En fait, ce *soft power* n'a pas disparu ; il s'est déplacé dans des initiatives comme celle d'*OpenAI for countries* qui vise à promouvoir une IA démocratique dans le Golfe et ailleurs pour contrer le modèle de l'IA chinoise. OpenAI présente d'ailleurs l'IA comme productive et non extractive avec de fortes retombées locales là où elle se développe.

Ce revirement amorcé par Obama et Biden, mais radicalisé par Trump, n'est pas principalement l'expression d'un impérialisme tout-puissant qui dicterait sa loi au monde. En effet, le nouvel organigramme mondial sanctionne plutôt la perte effective du caractère hégémonique de la domination américaine et le fait d'une puissance amoindrie, obligée de se recentrer pour l'essentiel sur son pré carré (l'Amérique continent) tout en faisant pression sur ses anciens alliés européens qu'il s'agit de

dépendante de pouvoirs politiques qui forcément portent un impérialisme latent ou affirmé (cf. Trump et la personnification à outrance de l'exécutif et du « pays réel ») porteur de guerre contre l'ennemi extérieur (le terrorisme hier, la Chine demain) ou civile (la répression sauvage contre les migrants, la politique sécuritaire contre les manifestations comme à Minneapolis).

Cette notion de domination non hégémonique ne nous paraît pas incompatible avec celle de « domination non systémique » avancée par Jacques Guigou en 2003 dans le n° 14 de *Temps critiques*, selon laquelle le capital est bien encore un rapport social de domination et non pas un « sujet automate » répondant à un plan du capital.

Xi, Poutine et Trump sont des personnalisations de la puissance plus que du profit et ils donnent l'impression de dominer le monde de l'économie, soit directement comme les deux premiers, soit indirectement comme le troisième. Mais si c'est en partie vrai pour Xi et Poutine avec le sort réservé aux « oligarques » en disgrâce, ce l'est moins pour Trump. En effet, il n'a pas ce pouvoir sur les grandes entreprises et leurs dirigeants et il le sait, lui qui s'attaque principalement à l'administration, symbole de l'« État profond » selon les termes et valeurs *Maga*. C'est donc plus sur lui qu'il peut exercer des pressions efficaces que sur les firmes transnationales et les plateformes (voir ses hésitations sur une éventuelle application des lois anti-trust).

La vision d'un retour du politique et des « valeurs » qui serait déconnecté du reste, par exemple de l'économie et comme hors-sol, ne tient guère pour le cas américain. Wall Street et la FED ne sont pas à la botte des illuminés des « Lumières noires » et leur rôle, comme celui du dollar, est à la fois national et international, tout comme celui de la *Big Tech*.

rentes fractions dans ce que nous avons appelé la « révolution du capital ». L'incapacité des gouvernements états-uniens successifs, depuis Barak Obama, à rompre avec leur vision d'une hégémonie américaine, devant une situation de « domination sans hégémonie », les conduits à jouer un rôle de plus en plus dysfonctionnel.

3) Cette théorie des grands espaces est-elle compatible avec la notion de « gouvernance mondiale » telle qu'elle est apparue à partir des années 1990 ? Celle-ci sous-entend que les États-nations ou du moins certains d'entre eux ne sont plus capables de bien assurer leurs tâches de régulation, notamment économique et sociale, de faire face aux nouvelles données de la mondialisation, d'en maîtriser les flux, et que ce sont d'autres intervenants (comme le FMI, l'OMC ou les firmes transnationales) qui devraient leur dicter ces tâches.

À CETTE QUESTION, ON POURRAIT RÉPONDRE OUI dans la mesure où la régionalisation de la mondialisation ne signifie pas son éclatement, mais sa réorganisation sur la base de la nouvelle situation du capital mondial, qui ne produit plus, pour l'instant du moins, un pôle hégémonique unique et où certaines caractéristiques des anciens grands empires resurgissent avec leur capacité à déléguer des formes de pouvoir dans les régions les plus éloignées ou problématiques de leur souveraineté centrale. Dans cette mesure, des espaces régionaux sont eux-mêmes gérés en partie par des puissances intermédiaires, telle la Turquie pour ne citer que cet exemple.

OUI ENCORE si on regarde ce qui vient de se passer à Davos, où Trump s'est trouvé isolé. Ce qui se passe en Iran est donc à regarder de près de ce point de vue-là, puisque ce pays est censé être une puissance régionale, ce qui explique à la fois le soutien ambigu des États-Unis à la révolte en cours (hiver 2025) et le silence de la gauche et de l'extrême gauche (elle préfère les ayatollahs « anti-impérialistes » aux shahs à la solde de l'impérialisme !); un silence déjà pesant au moment du mouvement « Femme, vie, liberté » (septembre 2022).

NON si on estime que la structure même de cette « domination sans hégémonie⁵ », pour reprendre les termes de Giovanni Arrighi, la rend

5 – cf. G. Arrighi : « Le début de la fin de l'hégémonie américaine », in *Agone*, 2014/3 n° 55. Les problèmes auxquels sont confrontés les États-Unis ne sont pas principalement imputables à des personnalités (par exemple, celle de Trump), mais sont fondamentalement structurels, découlant pour la plupart des contradictions de leurs tentatives de s'accrocher à leur prééminence face aux transformations du capital et des rapports de forces entre ses diffé-

faire payer pour les services qui leur ont été rendus depuis 1945 (ce que Trump appelle « rompre l'asymétrie »).

Pour résumer, on est quand même assez loin de ce qui constituerait un Empire étendant sa domination au rythme de l'extension du capital produite par la globalisation. Comme le martèle Trump : « Le rêve américain est de plus en plus hors de portée. » Et cela vaut pour les Américains de l'intérieur comme, et on pourrait dire *a fortiori*, pour ceux qui pouvaient espérer le devenir.

Parmi les nombreux exemples que l'on peut donner du caractère émoussé de la lame américaine, on peut citer deux exemples : tout d'abord son incapacité à faire respecter les accords commerciaux avec la Corée du Sud et le Japon dans lesquels, en échange d'un abaissement des droits de douane (de 25 à 15 %) déterminés à l'origine par Trump, ces deux pays devaient investir massivement aux États-Unis. Outre qu'il ne s'agissait pas d'investissements directs mais plutôt de prêts et de garanties à des entreprises pour restructurer et dynamiser des secteurs comme les chantiers navals, rien n'a encore été déboursé de la part des deux pays asiatiques, qui font visiblement traîner devant un mandat de Trump qui s'achève dans trois ans ; ensuite son incapacité à agir sur le taux de change sous-évalué de la monnaie chinoise, pourtant plus important que la question des droits de douane pour une moindre dépendance aux importations, alors que Nixon avait réussi en 1971 à faire pression sur les monnaies chinoise et allemande.

MERCANTILISME ET PHYSIOCRATISME, LE CÔTÉ « PRIMAIRE » DE TRUMP

Les précédentes considérations théoriques et non pas géopolitiques ne doivent pas faire perdre de vue que le tropisme économique de Trump est réactionnaire au sens premier du terme, puisque son rapport à l'énergie est celui de sa nécessaire possession physique à l'époque de la fictivisation/virtualisation du capital. Le pétrole (et le gaz de schiste) fonctionne pour lui comme source magique de la puissance. On l'accuse souvent de mener une politique mercantiliste, puisqu'elle est basée sur la croyance en un jeu à somme nulle ; mais elle n'est pas incompatible avec sa conception quasi physiocratique de la richesse. En

effet, malgré leurs différences, ces deux théories économiques préclassiques possèdent un point commun, qui est de ne voir la source de la richesse que dans les produits bruts de la nature (agriculture/élevage chez les physiocrates ; métaux précieux miniers chez les mercantilistes). C'est d'une certaine manière penser que l'économie se réduit au secteur primaire. Ces deux conceptions sont le reflet de sociétés agraires et artisanales d'une époque préindustrielle, ce que nous soulignons et critiquons d'ailleurs dans notre texte à propos de l'extractivisme. Elles sont inopérantes dans la phase actuelle de totalisation du capital, déterminée par sa capacité d'intégration de la technoscience, de l'IA et dans laquelle la nouvelle activité extractive n'est qu'un élément (certes de production mais lié à la circulation) parmi d'autres du procès d'ensemble.

En tout cas, cette politique trumpienne apparaît anachronique par rapport à celle menée à la sortie de la guerre contre l'Irak, période au cours de laquelle les États-Unis n'ont absolument pas inondé l'Irak et le Koweït de leurs investissements (thèse pourtant soutenue par les anti-impérialistes de toute obédience). Ils ont laissé au contraire jouer la logique commerciale mondiale dominante de l'époque, celle de l'ouverture pleine et entière des robinets et le contrôle de la fluidité⁴, y compris en laissant profiter des pays comme la Chine, parce qu'ils portaient encore le projet d'une croissance différentielle certes, mais d'une croissance pour tous, celle de la « mondialisation heureuse », comme le disent rétrospectivement les essayistes.

En rupture avec cette politique d'ouverture pour un ordre mondial contrôlé capable d'articuler libre-échange, dérégulation et rerégularisation au plus haut niveau, c'est-à-dire celui de l'hypercapitalisme du sommet (par exemple par rapport aux questions environnementales et climatiques), Trump reste englué dans son même tropisme de la chasse mercantiliste au trésor avec sa fixation sur un pétrole vénézuélien dont il devrait quand même se demander pourquoi personne ou presque n'en veut, en tout cas pas les majors américaines. Pourtant, pour une

4 – Sur ce point particulier, cf. Robert Vitalis, *Oilcraft: The Myths of Scarcity and Security That Haunt U.S. Energy Policy*, Stanford University Press, 2020.

grande puissance ou pour le capital d'une manière générale, les matières premières ne sont pas « à prendre », mais « à exploiter », un objet d'investissement, d'exercice de savoir-faire, de combinatoire capital/travail, d'intégration aux marchés mondiaux, une situation fort différente de celle des sociétés préindustrielles ou même de la première révolution industrielle.

En conséquence, le triomphe de ce « modèle » ne laisserait aucune place à l'Afrique hors Maghreb et avec une exception comme le Rwanda, d'où la foire d'empoigne entre Chine, Russie *via* Wagner, djihadistes et la France, avec pour les deux premières une stratégie plus prédatrice, pour les deux autres une vision plus politique et stratégique. Toutefois, l'extériorité spatiale relative de l'Afrique par rapport aux grandes puissances fait qu'elle est moins soumise aux tensions commerciales et bénéficie toujours du programme préférentiel accordé aux pays sub-sahariens par les États-Unis afin de ne pas laisser la place libre aux Chinois.

LES QUESTIONS QUE POSE LA RECONFIGURATION EN COURS

1) Ce recentrage américain n'est-il pas artificiel, tant l'interdépendance est déjà avancée et la Terre rendue plus petite d'une part, grâce aux technologies numériques, la puissance des méga-systèmes informationnels et virtuels, l'IA ; et d'autre part du fait du processus de globalisation ?

2) La notion de « régional » est-elle encore opérante avec une mondialisation qui, elle, rend le monde plus grand parce que la Terre est ronde ? Ainsi, la Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Amérique du Sud et le port péruvien de Chancey (novembre 2024), l'un des plus grands du monde, s'inscrit dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route », un projet chinois qui vise à dynamiser les anciennes routes de la soie. En fait, par-delà même les contraintes occasionnées par la dépendance réciproque produite par la division internationale du travail, la globalisation/mondialisation continue... sans les États-Unis (cf. le futur accord UE/Mercosur et l'accord Inde/UE de fin janvier 2026, la mise en place de la zone de libre-échange continentale pour l'Afrique). C'est là un point nouveau.